



COMMUNIQUE DE PRESSE

AMOEBA lance son introduction en bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris

- Une offre au public pour un montant de 13,50 M€
pouvant être porté à 17,85 M€ en cas d'exercice intégral de la clause d'extension et de l'option de surallocation
- Fourchette indicative de prix : entre 8,30 € et 11,20 € par action
- Période de souscription : du 24 juin au 6 juillet 2015 inclus
 - Eligible PEA-PME

*Le présent communiqué ne doit pas être publié, transmis ou distribué, directement ou indirectement, sur le territoire des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie ou du Japon. Le présent communiqué ne constitue pas une offre de valeurs mobilières ou une quelconque sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières aux Etats-Unis ou dans tout autre pays. Des valeurs mobilières ne peuvent être offertes, souscrites ou vendues aux Etats-Unis qu'à la suite d'un enregistrement en vertu du U.S. Securities Act de 1933, tel que modifié (le « **U.S. Securities Act** »), ou dans le cadre d'une exemption à cette obligation d'enregistrement. Les valeurs mobilières d'Amoéba, objet du présent communiqué, n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au titre du U.S. Securities Act et Amoéba n'a pas l'intention de procéder à une offre publique de ses valeurs mobilières aux Etats-Unis.*

Lyon, le 23 juin 2015 - Amoéba, producteur d'un biocide biologique capable d'éliminer totalement le risque bactérien dans l'eau, annonce le lancement de son introduction en bourse en vue de l'admission aux négociations de ses actions sur le marché réglementé d'Euronext Paris.

A la suite de l'enregistrement de son document de base sous le numéro sous le numéro N°I.15-053 en date du 16 juin 2015, l'Autorité des marchés financiers (l'« **AMF** »), a apposé le visa numéro 15-302 en date du 23 juin 2015 sur le prospectus relatif à l'introduction en bourse des actions d'Amoéba.



Une technologie de rupture

Amoéba produit une amibe capable d'éliminer le risque bactérien (legionella, pseudomonas, chlamydia...) présent dans l'eau. Ce produit entièrement naturel apparaît comme une alternative aux produits chimiques utilisés dans le traitement des eaux industrielles avant leur rejet dans l'environnement.

Cette technologie brevetée est dotée d'un savoir-faire unique grâce au développement d'un process industriel de production continue en suspension. Plusieurs industriels comme Häagen-Dazs ou ArcelorMittal ont déjà utilisé, à titre expérimental, le biocide d'Amoéba dont l'efficacité a été démontrée sur sites industriels lors de phases de tests.

Véritable solution de substitution, ce biocide est répertorié sans classe de danger pour l'homme et l'environnement et répond parfaitement aux nouvelles réglementations européennes en matière de rejets chimiques dans l'environnement (telle que la Directive-cadre sur l'eau).

Une stratégie clairement définie sur un vaste marché d'applications €⁽¹⁾

Sur un marché mondial des biocides chimiques estimé à 21 Md€⁽¹⁾, Amoéba se concentre aujourd'hui sur le segment des tours aéroréfrigérantes industrielles (TAR) évalué à 1,7 Md€⁽²⁾. Amoéba envisage la commercialisation de son biocide en France dès le premier semestre 2016 et en Europe fin 2016, sous réserve de l'obtention préalable des autorisations de mise sur le marché et notifications requises⁽³⁾.

Le déploiement commercial et industriel

En vue de la commercialisation future de ses produits, Amoéba a d'ores et déjà signé un contrat de distribution avec un distributeur européen ainsi que deux lettres d'intention avec des distributeurs potentiels aux Etats-Unis et au Canada. Sur le plan industriel, sous réserve de l'obtention des financements nécessaires, une première ligne de production pourrait être opérationnelle au 1^{er} semestre 2016 puis une seconde d'ici à fin 2017 en Europe et deux lignes de production pourraient être opérationnelles à fin 2017 en Amérique du Nord.



La bourse comme accélérateur de développement

C'est dans un contexte porteur qu'Amoéba a décidé de lancer son projet d'introduction en bourse sur le marché réglementé d'Euronext Paris. L'opération envisagée devrait permettre à la société de financer son développement industriel et commercial, avec pour objectif d'acquérir rapidement une part de marché importante en Europe et aux Etats-Unis.

Fabrice Plasson, Président du Directoire d'Amoéba commente le projet : « *Amoéba dispose d'une véritable technologie de rupture sur un marché en manque d'innovation. Les nombreuses qualités de notre biocide naturel et le savoir-faire de nos équipes nous permettront d'étendre rapidement notre développement dès l'obtention de l'autorisation de mise sur le marché, en Europe et en Amérique du Nord. Le succès de notre introduction en bourse constituerait un facteur d'accélération supplémentaire.* »

⁽¹⁾ : Sources combinées par Amoéba venant des traitants d'eau, de Freedonia, d'Eurostat et MarketsandMarkets.

⁽²⁾ : Données Amoéba combinées à partir des sources : DRIRE 2013, Eurostat, ARHIA 2013.

⁽³⁾ : La commercialisation en France de la solution n'est possible que sous réserve de l'obtention préalable d'une autorisation de mise sur le marché qui pourrait intervenir fin 2016 ; étant précisé, toutefois, qu'avant cette date et compte tenu de l'absence de danger pour l'homme et l'environnement du biocide, sa commercialisation serait possible dès la délivrance d'une autorisation provisoire qui pourrait, quant à elle, intervenir au 1^{er} semestre 2016. En Europe, la solution pourra être commercialisée dans les pays de l'Union européenne dans lesquels l'autorisation définitive française aura été notifiée et sous réserve que les pays concernés ne s'y opposent (voir section 6.9.1 du document de base).



Modalités de l'opération

Capital social avant opération

Société anonyme au capital de 75 317€ € divisé en 3 765 850 actions de 0,02 € de valeur nominale chacune entièrement libérées (la « **Société** »).

Caractéristiques de l'action

- Libellé : AMOEBA
- Code mnémonique : AMEBA
- Code ISIN : FR0011051598
- Marché de Cotation : Euronext Paris, compartiment C
- ICB Classification : 1357 Specialty Chemicals / Chimie de spécialité.

Structure de l'offre

- Une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« **OPO** »), et
- Un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels, en France et hors de France (excepté, notamment, aux Etats-Unis d'Amérique).

Fourchette indicative de l'Offre

- Entre 8,30 € et 11,20 € par action offerte. Le prix de l'offre pourra être fixé en dehors de cette fourchette.

Taille initiale de l'Offre

- 1 384 615 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public, pouvant être porté à un maximum de 1 592 307 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la clause d'extension (ensemble, les « **Actions Nouvelles** ») et à un maximum de 1 831 153 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la clause d'extension et de l'option de surallocation (les « **Actions Nouvelles Supplémentaires** » et avec les Actions Nouvelles, les « **Actions Offertes** »).



Clause d'extension

- En fonction de l'importance de la demande, la Société pourra, en accord avec les Garants, décider d'augmenter le nombre d'Actions Nouvelles initialement offertes d'un maximum de 15 % du nombre cumulé d'Actions Nouvelles, soit un maximum de 207 692 actions supplémentaires, au prix de l'offre (la « **Clause d'Extension** »).
- La décision d'exercer la Clause d'Extension sera prise au moment de la fixation du prix de l'offre par le directoire, après approbation du conseil de surveillance, prévue le 7 juillet 2015 et sera mentionnée dans le communiqué de la Société et l'avis d'Euronext Paris annonçant le résultat de l'offre.

Option de surallocation

- Une option de surallocation (l'« **Option de Surallocation** ») permettant de souscrire des actions nouvelles supplémentaires dans la limite de 15% du nombre d'Actions Nouvelles, après éventuel exercice intégral de la Clause d'Extension, soit, un maximum de 238 846 Actions Nouvelles Supplémentaires, au prix de l'offre.
- Cette Option de Surallocation pourra être exercée par les Garants en une seule fois à tout moment, en tout ou partie, pendant une période de trente jours calendaires à compter du jour de la fixation du prix de l'offre soit, à titre indicatif, au plus tard le 6 août 2015 (inclus).

Produit brut de l'Offre

- A titre indicatif, environ 13,50 millions d'euros, pouvant être portés à environ 15,52 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et à environ 17,85 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation (sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du prix de l'offre, soit 9,75 euros).
- A titre indicatif, environ 8,6 millions d'euros en cas de limitation de l'offre à 75% du montant de l'émission initialement envisagée (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du prix de l'offre, soit 8,30 euros).



Engagement d'abstention de la Société et engagements de conservation des actionnaires

Engagement d'abstention de la Société

- A compter de la date de signature du contrat de placement et de garantie conclu entre, d'une part, la Société et, d'autre part, Bryan, Garnier & Co et Portzamparc Société de Bourse (les « **Garants** ») et pendant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison, sous réserve de certaines exceptions usuelles.

Engagement de conservation de l'ensemble des dirigeants, salariés et consultants à la date du prospectus

- A compter de la date du prospectus et jusqu'à 360 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société, pour 100% de leurs actions, sous réserve de certaines exceptions usuelles ; étant précisé que cet engagement porte sur l'ensemble des actions de la Société qu'ils détiennent au jour de l'introduction en bourse ainsi que celles qu'ils viendraient à détenir, le cas échéant, dans le cadre de ou postérieurement à ladite introduction.

Engagement de conservation de l'ensemble des actionnaires financiers de la Société à la date du prospectus

- A compter de la date du prospectus et jusqu'à 360 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société, pour 100% de leurs actions, sous réserve de certaines exceptions usuelles ; étant précisé que cet engagement porte sur l'ensemble des actions de la Société qu'ils détiennent au jour de l'introduction en bourse (mais non celles qu'ils viendraient à détenir, le cas échéant, dans le cadre de ou postérieurement à l'introduction en bourse).

Engagements de souscription

- Certains actionnaires de la Société (à savoir le FCPI Auriga IV Bioseeds, les fonds gérés par Siparex Proximité Innovation, CM-CIC et Groupe Rhône-Alpes Création, les sociétés Eurekap I, Helea Financière et Evolem 3, Madame Bénédicte Dancer et Messieurs Mehmet Topaloglu, Guy Rigaud, Christian Lameloise et Jacques Dancer) et la société Myropola (société holding affiliée au groupe français Gattefossé) se sont engagés à placer un ordre de souscription en numéraire pour un montant total de 3.749.465 euros, représentant environ 27.80% du montant brut de l'offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation, sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du prix de l'offre, soit 9,75 euros). Ces ordres ont vocation à être servis en priorité et intégralement, étant précisé qu'ils pourraient néanmoins être réduits dans le respect des principes



d'allocation usuels (principalement dans l'hypothèse où les souscriptions recueillies dans le cadre de l'Offre seraient très supérieures au nombre des Actions Offertes).

Calendrier indicatif de l'opération

- 23 juin 2015 : Visa AMF sur le prospectus
- 24 juin 2015 : Ouverture du placement global et de l'OPO
- 6 juillet 2015 : Clôture de l'OPO à 17h00, heure de Paris (guichet) et 20h00 (par Internet)
- 7 juillet 2015 : Clôture du placement global à 12 heures (heure de Paris), fixation du prix de l'offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension
- 9 juillet 2015 : Règlement-livraison de l'OPO et du placement global
- 10 juillet 2015 : Début des négociations des actions de la société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris
- 6 août 2015 : Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation

Modalités de souscription

Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 6 juillet 2015 à 17h00 (heure de Paris) pour les souscriptions au guichet et 20h00 (heure de Paris) pour les souscriptions par internet. Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du placement global devront être reçus par les Garants au plus tard le 6 juillet 2015 à 17h00 (heure de Paris).

Partenaires de l'opération



Coordinateur global
Chef de file
Teneur de livre associé



Chef de file
Teneur de livre associé



Conseil de la société

38, avenue des Frères Montgolfier
69 680 Chassieu - FRANCE
+33 (0) 426 691 600
contact@amoeba-biocide.com
www.amoeba-biocide.com

SA à Directoire et Conseil de Surveillance
Capital de 75 317€ - RCS LYON 523 877 215

amoeba-biocide.com



Mise à disposition du prospectus

Des exemplaires du prospectus visé par l'AMF le 23 juin 2015 sous le numéro 15-302, composé du document de base enregistré le 16 juin 2015 sous le numéro I.15-053 et d'une note d'opération (incluant le résumé du prospectus), sont disponibles sans frais et sur simple demande auprès de la société Amoéba, 38, avenue des frères Montgolfier, 69680 Chassieu, France - ainsi que sur les sites Internet d'Amoéba (www.amoeba-biocide.com) et de l'AMF (www.amf-france.org).

Facteurs de risques

Amoéba attire l'attention du public sur le chapitre 4 « Facteurs de risques » du document de base enregistré auprès de l'AMF et sur le chapitre 2 « Facteurs de risques liés à l'offre » de la note d'opération.

Retrouvez toute l'information financière d'Amoéba sur :
<http://investisseurs.amoeba-biocide.com>

Contacts :



Ghislaine Gasparetto
01 56 88 11 22
amoeba@actifin.fr

Relations presse

Charlène Masson
01 56 88 11 28



Avertissement

Aucune communication, ni aucune information relative à l'émission par Amoéba des actions (les « Actions ») ne peut être diffusée au public dans un pays dans lequel une obligation d'enregistrement ou d'approbation est requise. Aucune démarche n'a été entreprise (ni ne sera entreprise) en dehors de France, dans un quelconque pays dans lequel de telles démarches seraient requises. L'émission ou la souscription des Actions peuvent faire l'objet dans certains pays de restrictions légales ou réglementaires spécifiques. Amoéba n'assume aucune responsabilité au titre d'une violation par une quelconque personne de ces restrictions.

Le présent communiqué ne constitue pas un prospectus au sens de la Directive 2003/71/CE du parlement européen et du conseil du 4 novembre 2003 telle que modifiée, notamment par la Directive 2010/73/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010, telle que modifiée et telle que transposée dans chacun des Etats membres de l'Espace Economique Européen (la « Directive Prospectus »).

S'agissant des Etats membres de l'Espace Economique Européen autres que la France (les « États membres ») ayant transposé la Directive Prospectus, aucune action n'a été entreprise et ne sera entreprise à l'effet de permettre une offre au public des titres rendant nécessaire la publication d'un prospectus dans l'un ou l'autre des Etats membres. En conséquence, les Actions peuvent être offertes dans les Etats membres uniquement : (a) à des personnes morales qui sont des investisseurs qualifiés tels que définis dans la Directive Prospectus ; ou (b) dans les autres cas ne nécessitant pas la publication par Amoéba d'un prospectus au titre de l'article 3(2) de la Directive Prospectus.

Pour les besoins du présent paragraphe, la notion d'« offre au public d'Actions » dans chacun des États membres se définit comme toute communication adressée à des personnes, sous quelque forme et par quelque moyen que ce soit, et présentant une information suffisante sur les conditions de l'offre et sur les Actions objet de l'offre, pour permettre à un investisseur de décider d'acheter ou de souscrire ces Actions, telle que cette notion a été, le cas échéant, modifiée dans l'État membre considéré dans le cadre de la transposition de la Directive Prospectus.

Cette restriction de placement s'ajoute aux autres restrictions de placement applicables dans les Etats membres.

La diffusion du présent communiqué n'est pas effectuée par et n'a pas été approuvée par une personne autorisée (« authorised person ») au sens de l'article 21(1) du Financial Services and Markets Act 2000. En conséquence, le présent communiqué est adressé et destiné uniquement (i) aux personnes situées en dehors du



Royaume-Uni, (ii) aux professionnels en matière d'investissement au sens de l'article 19(5) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005, (iii) aux personnes visées par l'article 49(2) (a) à (d) (sociétés à capitaux propres élevés, associations non-immatriculées, etc.) du Financial Services and Markets Act 2000 (Financial Promotion) Order 2005 ou (iv) à toute autre personne à qui le présent communiqué pourrait être adressé conformément à la loi (les personnes mentionnées aux paragraphes (i), (ii), (iii) et (iv) étant ensemble désignées comme les « Personnes Habilitées »). Les titres sont uniquement destinés aux Personnes Habilitées et toute invitation, offre ou tout contrat relatif à la souscription, l'achat ou l'acquisition des titres ne peut être adressé ou conclu qu'avec des Personnes Habilitées. Toute personne autre qu'une Personne Habilitée doit s'abstenir d'utiliser ou de se fonder sur le présent communiqué et les informations qu'il contient. Le présent communiqué ne constitue pas un prospectus approuvé par la Financial Services Authority ou par toute autre autorité de régulation du Royaume-Uni au sens de la Section 85 du Financial Services and Markets Act 2000.

Le présent communiqué ne constitue pas une offre de valeurs mobilières ou une quelconque sollicitation d'achat ou de souscription de valeurs mobilières ni une quelconque sollicitation de vente de valeurs mobilières aux Etats-Unis. Les valeurs mobilières objet du présent communiqué n'ont pas été et ne seront pas enregistrées au sens du U.S. Securities Act de 1933, tel que modifié (le « U.S. Securities Act ») et ne pourront être offertes ou vendues aux Etats-Unis sans enregistrement ou exemption à l'obligation d'enregistrement en application du U.S. Securities Act. Amoéba n'a pas l'intention d'enregistrer l'offre mentionnée dans le présent communiqué ou une partie de cette offre aux Etats-Unis ni d'effectuer une quelconque offre publique aux Etats-Unis.

La diffusion du présent communiqué dans certains pays peut constituer une violation des dispositions légales en vigueur. Les informations contenues dans le présent communiqué ne constituent pas une offre de valeurs mobilières aux Etats-Unis, au Canada, en Australie ou au Japon.

Le présent communiqué ne doit pas être publié, transmis ou distribué, directement ou indirectement, sur le territoire des Etats-Unis, du Canada, de l'Australie ou du Japon.

Les Actions n'ont pas été et ne seront pas admissibles à des fins de vente au public en vertu des lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables et, par conséquent, toute offre ou vente des Actions au Canada sera faite sous le régime d'une dispense des exigences d'établissement d'un prospectus prévues dans ces lois sur les valeurs mobilières. Les Actions font l'objet de restrictions de transfert et de vente dans certains pays, y compris au Canada.



Le prospectus visé par l'Autorité des marchés financiers contient des déclarations prospectives. Aucune garantie ne peut être donnée quant à la réalisation de ces déclarations prospectives qui sont soumises à des risques tels que, notamment, ceux décrits dans le prospectus de la Société, et à l'évolution de la conjoncture économique, des marchés financiers et des marchés sur lesquels Amoéba est présente.

Bryan, Garnier & Co, agissant en qualité d'agent stabilisateur, ou tout établissement agissant pour son compte, pourra, sans y être tenu, et avec faculté d'y mettre fin à tout moment, pendant une période de 30 jours à compter de la date de fixation du prix de l'Offre, soit, selon le calendrier indicatif, du 7 juillet au 6 août 2015 intervenir aux fins de stabilisation du marché des actions Amoéba, dans le respect de la législation et de la réglementation applicables et notamment du Règlement (CE) n°2273/2003 de la Commission du 22 décembre 2003. Les interventions réalisées au titre de ces activités visent à soutenir le prix de marché des actions Amoéba et sont susceptibles d'affecter leur cours.



RÉSUMÉ DU PROSPECTUS

Visa n° 15-302 en date du 23 juin 2015 de l'AMF

Le résumé se compose d'une série d'informations clés, désignées sous le terme d'« Éléments », qui sont présentés en cinq sections A à E et numérotées de A.1 à E.7.

Ce résumé contient l'ensemble des Éléments devant figurer dans le résumé d'un prospectus relatif à cette catégorie de valeurs mobilières et à ce type d'émetteur. Tous les Éléments ne devant pas être renseignés, la numérotation des Éléments dans le présent résumé n'est pas continue.

Il est possible qu'aucune information pertinente ne puisse être fournie au sujet d'un Éléments donné qui doit figurer dans le présent résumé du fait de la catégorie de valeurs mobilières et du type d'émetteur concerné. Dans ce cas, une description sommaire de l'Éléments concerné figure dans le résumé avec la mention « Sans objet ».

Section A – Introduction et avertissement		
A.1	Avertissement au lecteur	<p>Ce résumé doit être lu comme une introduction au Prospectus.</p> <p>Toute décision d'investir dans les valeurs mobilières qui font l'objet de l'offre au public et dont l'admission aux négociations sur un marché réglementé est demandée doit être fondée sur un examen exhaustif du Prospectus par l'investisseur.</p> <p>Lorsqu'une action concernant l'information contenue dans le Prospectus est intentée devant un tribunal, l'investisseur plaignant peut, selon la législation nationale des États membres de la Communauté européenne ou parties à l'accord sur l'Espace économique européen, avoir à supporter les frais de traduction du Prospectus avant le début de la procédure judiciaire.</p> <p>Les personnes qui ont présenté le résumé, y compris le cas échéant sa traduction, n'engagent leur responsabilité civile que si le contenu du résumé est trompeur, inexact ou contradictoire par rapport aux autres parties du Prospectus ou s'il ne fournit pas, lu en combinaison avec les autres parties du Prospectus, les informations clés permettant d'aider les investisseurs lorsqu'ils envisagent d'investir dans ces valeurs mobilières.</p>



A.2	Consentement de l'émetteur sur l'utilisation du Prospectus	Sans objet.
------------	---	-------------

Section B – Informations sur l'émetteur		
B.1	Dénomination sociale et nom commercial	Amoéba (la « Société », et, avec sa filiale Amoeba US Corporation, le « Groupe »).
B.2	Siège social / Forme juridique / Droit applicable / Pays d'origine	<ul style="list-style-type: none"> - Siège social : 38, avenue des frères Montgolfier, 69680 Chassieu. - Forme juridique : société anonyme à directoire et conseil de surveillance. - Droit applicable : droit français. - Pays d'origine : France.
B.3	Nature des opérations et principales activités	<p>Amoéba a pour ambition de révolutionner les méthodes classiques du traitement de l'eau pour mieux protéger l'homme des pathogènes porteurs de maladies mais aussi protéger l'environnement des produits chimiques qui sont aujourd'hui utilisés pour le traitement de l'eau. Dans cette perspective, Amoéba a développé un biocide entièrement biologique qui a vocation à se substituer aux biocides chimiques.</p> <p>Sur un marché des biocides chimiques de 21 milliards d'euros , Amoéba se focalise dans un premier temps sur le marché du traitement de l'eau des Tours Aéro Réfrigérantes (« TAR ») qui représente une opportunité de 1,7 milliards d'euros au niveau mondial pour son biocide biologique .</p> <p>Le biocide biologique d'Amoéba est un micro-organisme naturel, l'amibe <i>Williaertia magna</i>, prédateur naturel de bactéries pathogènes et des réservoirs tels que le biofilm dans lesquels elles se protègent pour se mettre hors d'atteinte des biocides chimiques. Le biocide biologique permet d'assurer le contrôle des bactéries pathogènes sans rejet toxique, conciliant ainsi les deux impératifs contradictoires que les biocides chimiques ne peuvent atteindre.</p> <p>En vue de permettre la commercialisation de ses produits, Amoéba a déposé des dossiers de demandes d'autorisations de mise sur le marché (« AMM ») au cours</p>



	<p>du deuxième trimestre 2014 en Europe et fin 2014 aux États-Unis. La commercialisation en France de la solution n'est possible que sous réserve de l'obtention préalable d'une AMM qui pourrait intervenir fin 2016 ; étant précisé, toutefois, qu'avant cette date et compte tenu de l'absence de danger pour l'homme et l'environnement du biocide, sa commercialisation serait possible dès la délivrance d'une AMM provisoire qui pourrait, quant à elle, intervenir au 1^{er} semestre 2016. En Europe, la solution pourra être commercialisée dans les pays de l'Union européenne dans lesquels l'AMM définitive française aura été notifiée et sous réserve que les pays concernés ne s'y opposent.</p> <p>Des avancées déterminantes dans le cadre d'expérimentations réalisées dans des bioréacteurs fin 2014 ont permis à Amoéba de valider son processus de production de son biocide biologique sur une unité pilote testée à taille réelle (bioréacteurs de 500 litres), identique à celle qui sera mise en place sur la première ligne de production de la Société en cours de montage. L'augmentation des volumes de production se fera par l'ajout de nouvelles lignes de production, sachant qu'en ce qui concerne le territoire européen, chaque ligne devrait pouvoir, à terme, couvrir environ 4% du marché européen des TARs industrielles. La première ligne de production pour le territoire européen pourrait être opérationnelle au cours du premier semestre 2016.</p> <p>Sous réserve d'obtenir les AMM requises, Amoéba commercialisera son produit via des traiteurs d'eau établis pour accélérer la pénétration de sa technologie sur le marché et selon un business model gagnant-gagnant. Les traiteurs d'eau sont les prestataires des industriels chargés d'assurer le bon fonctionnement et la sécurité de leurs TAR. Le biocide biologique Amoéba leur permet de se différencier dans une activité très concurrentielle. Amoéba a déjà signé un accord avec un distributeur français ainsi que deux lettres d'intention respectivement avec un leader canadien et un spécialiste régional américain des approches écologiques du traitement de l'eau.</p>
--	---



		2015	2016	2017
		<p>Objectifs de couverture commerciale*</p> <p>Aquaprox (France) Magnus (Canada) Earthwise (Etats-Unis)</p> <p>Nouveaux distributeurs américains</p> <p>Nouveaux distributeurs Européens</p> <p>* chaque ligne ci-dessus correspond à un distributeur</p> <p>Commercialisation suite à AMM</p> <p>France Reste de l'Europe USA</p> <p>Industriel : Nb de lignes de production opérationnelles**</p> <p>Europe : 2 lignes à fin 2017 Amérique du Nord : 2 lignes à fin 2017</p> <p>** chaque ligne ci-dessus correspond à une ligne de production opérationnelle</p>		
B.4a	Principales tendances récentes ayant des répercussions sur l'émetteur et ses secteurs d'activité	<p>La Société a conclu deux lettres d'intention avec, respectivement, la société canadienne Produits Chimique Magnus Limitée (« Magnus ») le 30 mars 2015 et la société américaine Earthwise Environmental Inc (« Earthwise ») le 4 avril 2015 en vue de la conclusion avec chacune d'un accord pour la distribution exclusive des produits Amoéba au Canada pour Magnus et dans cinq Etats des Etats-Unis d'Amérique pour Earthwise, sous réserve de la délivrance préalable d'une autorisation sur le marché de commercialisation par l'Agence canadienne de réglementation de la lutte antiparasitaire (ARLA) pour le territoire canadien et par l'Agence de protection de l'environnement (Environmental Protection Agency ou EPA) aux Etats-Unis. Aux termes du contrat conclu avec Magnus, la Société s'engagerait, notamment, à produire au Canada ses produits distribués par Magnus.</p>		
B.5	Groupe auquel l'émetteur appartient	<p>A la date du Prospectus, l'organisation juridique du Groupe est la suivante :</p> <pre> graph TD A[AMOÉBA SA] -- 100% --> B[AMOÉBA US Corp] </pre>		
B.6	Principaux actionnaires	<p>Actionnariat</p> <p>A la date du Prospectus, le capital social de la Société s'élève à 75.317 euros divisé en 3.765.850 actions de 0,02 euro de valeur nominale chacune,</p>		



entièrement libérées.

	sur une base non diluée		sur une base pleinement diluée ⁽¹⁾	
	Nombre d'actions	% du capital ⁽²⁾	Nombre d'actions	% du capital ⁽²⁾
PLASSON Fabrice	1.273.600	33,82%	1.721.100	39,75%
FILIATRE Valérie			7.500	0,17%
GENDROT LAURAIN Christine			7.500	0,17%
GOULPEAU Jacques			7.500	0,17%
LABRUDE Gilles			79.000	1,82%
REBER Pascal			7.500	0,17%
RIGAUD Guy	7.150	0,19%	7.150	0,17%
Total mandataires sociaux	1.280.750	34,01%	1.837.250	42,43%
BODENNEC Jacques	75.000	1,99%	75.000	1,73%
LELONG Dominique	17.350	0,46%	17.350	0,40%
TOPALOGLU Mehmet	20.950	0,56%	20.950	0,48%
DANCER Guillaume	49.300	1,31%	49.300	1,14%
DANCER Elodie	67.150	1,78%	67.150	1,55%
DANCER Séverin	67.150	1,78%	67.150	1,55%
DANCER Jacques	30.350	0,81%	30.350	0,70%
DANCER Bénédicte	17.850	0,47%	17.850	0,41%
LAMELOISE Christian	10.700	0,28%	10.700	0,25%
MAMERI Mouh Oulhadj			7.500	0,17%
Total autres fondateurs, consultants et salariés	355.800	9,45%	363.300	8,39%
RACI	314.450	8,35%	314.450	7,26%



		<i>Rhône-Alpes Création II</i>	141.850	3,77%	141.850	3,28%
		Groupe Rhône-Alpes Création	456.300	12,12%	456.300	10,54%
		<i>SIPAREX Innovation 2014 FCPI</i>	193.750	5,14%	193.750	4,47%
		<i>SIPAREX Innovation 2013 FCPI</i>	111.500	2,96%	111.500	2,58%
		<i>CHAMPLAIN Innovation FCPI</i>	195.000	5,18%	195.000	4,50%
		<i>LFP Selection Innovation FCPI</i>	51.850	1,38%	51.850	1,20%
		Siparex Proximité Innovation	552.100	14,66%	552.100	12,75%
		AURIGA IV Bioseeds FPCI	217.150	5,77%	217.150	5,02%
		EZUS Lyon	15.000	0,40%	15.000	0,35%
		EUREKAP !	426.500	11,33%	426.500	9,85%
		EVOLEM 3	140.850	3,74%	140.850	3,25%
		<i>Select Innovation 2012 FCPI</i>	140.000	3,72%	140.000	3,23%
		<i>Select Innovation 2013 FCPI</i>	25.000	0,66%	25.000	0,58%
		<i>Select PME 2012 FIP</i>	60.000	1,59%	60.000	1,39%
		<i>Select PME 2013 FIP</i>	25.000	0,66%	25.000	0,58%
		CM-CIC Capital Privé	250.000	6,64%	250.000	5,77%
		HELEA Financière	71.400	1,90%	71.400	1,65%
		Total investisseurs financiers	2.129.300	56,54%	2.129.300	49,18%
		TOTAL	3.765.850	100,00%	4.329.850	100,00%
	<p>(1) En tenant compte des 150 bons de souscription d'actions (les « BSA ») et des 11.130 bons de souscription de parts de créateur d'entreprise (les « BSPCE ») émis et attribués par la Société, exerçables ou non, donnant respectivement droit à la souscription de 7.500 et 556.500 actions nouvelles.</p> <p>(2) Le pourcentage des droits de vote est identique au pourcentage du capital détenu.</p> <p>A la date du présent Prospectus, la Société est indirectement contrôlée au sens des dispositions de l'article L. 233-3 du Code de commerce par Monsieur Fabrice Plasson qui détient 33,82% du capital de la Société.</p>					



		A la connaissance de la Société, il n'existe ni action de concert entre ses actionnaires, ni accord dont la mise en œuvre pourrait entraîner un changement de son contrôle, étant précisé que (i) les lettres d'engagement conclues entre la Société et les porteurs de valeurs mobilières donnant accès au capital émises par cette dernière et (ii) le pacte signé entre les principaux actionnaires de la Société le 23 avril 2014, seront automatiquement résiliés à la date de première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris.
--	--	--



B.7

Informations financières historiques clés sélectionnées

Informations financières

Comptes annuels

Les tableaux ci-dessous sont extraits du bilan et du compte de résultat consolidés audités de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2014, 2013 et 2012, établis conformément au référentiel de normes internationales financières (IFRS), tel qu'adopté dans l'Union européenne.

L'attention des lecteurs est attirée sur les notes en annexe aux comptes de la Société.

Bilan simplifié

Bilans simplifiés en euros Normes IFRS	31/12/2014 audité 12 mois	31/12/2013 audité 12 mois	31/12/2012 audité 12 mois
TOTAL ACTIF	5 551 143	2 235 539	1 717 945
Actifs non courants	2 411 741	1 616 653	1 132 770
dont immobilisations incorporelles	2 214 670	1 351 576	872 932
dont immobilisations corporelles	185 604	253 409	255 913
dont autres actifs financiers non courants	11 467	11 667	3 926
dont impôts différés actif	-	-	-
Actif courants	3 139 402	618 886	585 175
dont stocks	63 991	94 470	24 004
dont clients et créances rattachés	73	117	3 588
dont autres créances	457 197	63 369	189 244
dont trésorerie et équivalents de trésorerie	2 618 141	460 930	368 338
TOTAL PASSIF	5 551 144	2 235 539	1 717 945
Capitaux Propres	2 799 017	433 989	947 195
Passifs non courants	1 403 182	655 824	555 615
dont engagements envers le personnel	15 124	7 098	5 297
dont dettes financières non courantes	1 388 058	648 726	550 318
Passifs courants	1 348 944	1 145 724	215 135
dont dettes financières courantes	424 458	115 930	60 019
Dont provisions	6 600	-	-
dont dettes fournisseurs et comptes rattachés	176 505	105 579	39 053
dont dettes fiscales et sociales	113 649	117 049	68 000
dont autres créanciers et dettes diverses	627 733	807 166	48 063



		<div>Compte de résultat simplifié</div> <table><tr><th>Comptes de résultat simplifiés en euros Normes IFRS</th><th>31/12/2014 audité 12 mois</th><th>31/12/2013 audité 12 mois</th><th>31/12/2012 audité 12 mois</th></tr><tr><td>Produits d'exploitation</td><td>550 875</td><td>424 324</td><td>375 744</td></tr><tr><td><i>dont chiffre d'affaires net</i></td><td>222 484</td><td>302 211</td><td>81 517</td></tr><tr><td>Charges d'exploitation</td><td>(1 473 776)</td><td>(917 841)</td><td>(598 032)</td></tr><tr><td>Résultat opérationnel</td><td>(922 901)</td><td>(493 518)</td><td>(222 288)</td></tr><tr><td>Résultat financier</td><td>(51 736)</td><td>(27 575)</td><td>(24 631)</td></tr><tr><td>Résultat net</td><td>(974 637)</td><td>(521 094)</td><td>(246 919)</td></tr><tr><td><i>Résultat net par action</i></td><td>(14,40)</td><td>(9,97)</td><td>(5,04)</td></tr></table> <div>Tableaux des flux de trésorerie simplifiés</div> <table><tr><th>Tableaux des flux de trésorerie simplifiés</th><th>31/12/2014 audité 12 mois</th><th>31/12/2013 audité 12 mois</th><th>31/12/2012 audité 12 mois</th></tr><tr><td>Flux de trésorerie lié aux activités opérationnelles</td><td>(1 193 009)</td><td>500 205</td><td>(162 555)</td></tr><tr><td><i>Dont capacité d'autofinancement</i></td><td>(717 797)</td><td>(433 352)</td><td>(81 304)</td></tr><tr><td><i>Dont variation du BFR</i></td><td>(475 213)</td><td>933 558</td><td>(81 250)</td></tr><tr><td>Flux de trésorerie lié aux activités d'investissement</td><td>(892 915)</td><td>(529 403)</td><td>(470 694)</td></tr><tr><td>Flux de trésorerie lié aux activités de financement</td><td>4 243 737</td><td>121 789</td><td>655 841</td></tr><tr><td>Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie</td><td>2 157 813</td><td>92 592</td><td>22 592</td></tr><tr><td>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</td><td>460 930</td><td>368 338</td><td>345 745</td></tr><tr><td>Incidences des variations des cours de devises</td><td>(603)</td><td>-</td><td>-</td></tr><tr><td>Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture</td><td>2 618 141</td><td>460 930</td><td>368 338</td></tr></table> <div>Aucun changement significatif n’est intervenu dans la situation financière de la Société depuis le 31 décembre 2014.</div>	Comptes de résultat simplifiés en euros Normes IFRS	31/12/2014 audité 12 mois	31/12/2013 audité 12 mois	31/12/2012 audité 12 mois	Produits d'exploitation	550 875	424 324	375 744	<i>dont chiffre d'affaires net</i>	222 484	302 211	81 517	Charges d'exploitation	(1 473 776)	(917 841)	(598 032)	Résultat opérationnel	(922 901)	(493 518)	(222 288)	Résultat financier	(51 736)	(27 575)	(24 631)	Résultat net	(974 637)	(521 094)	(246 919)	<i>Résultat net par action</i>	(14,40)	(9,97)	(5,04)	Tableaux des flux de trésorerie simplifiés	31/12/2014 audité 12 mois	31/12/2013 audité 12 mois	31/12/2012 audité 12 mois	Flux de trésorerie lié aux activités opérationnelles	(1 193 009)	500 205	(162 555)	<i>Dont capacité d'autofinancement</i>	(717 797)	(433 352)	(81 304)	<i>Dont variation du BFR</i>	(475 213)	933 558	(81 250)	Flux de trésorerie lié aux activités d'investissement	(892 915)	(529 403)	(470 694)	Flux de trésorerie lié aux activités de financement	4 243 737	121 789	655 841	Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 157 813	92 592	22 592	Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	460 930	368 338	345 745	Incidences des variations des cours de devises	(603)	-	-	Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2 618 141	460 930	368 338
Comptes de résultat simplifiés en euros Normes IFRS	31/12/2014 audité 12 mois	31/12/2013 audité 12 mois	31/12/2012 audité 12 mois																																																																							
Produits d'exploitation	550 875	424 324	375 744																																																																							
<i>dont chiffre d'affaires net</i>	222 484	302 211	81 517																																																																							
Charges d'exploitation	(1 473 776)	(917 841)	(598 032)																																																																							
Résultat opérationnel	(922 901)	(493 518)	(222 288)																																																																							
Résultat financier	(51 736)	(27 575)	(24 631)																																																																							
Résultat net	(974 637)	(521 094)	(246 919)																																																																							
<i>Résultat net par action</i>	(14,40)	(9,97)	(5,04)																																																																							
Tableaux des flux de trésorerie simplifiés	31/12/2014 audité 12 mois	31/12/2013 audité 12 mois	31/12/2012 audité 12 mois																																																																							
Flux de trésorerie lié aux activités opérationnelles	(1 193 009)	500 205	(162 555)																																																																							
<i>Dont capacité d'autofinancement</i>	(717 797)	(433 352)	(81 304)																																																																							
<i>Dont variation du BFR</i>	(475 213)	933 558	(81 250)																																																																							
Flux de trésorerie lié aux activités d'investissement	(892 915)	(529 403)	(470 694)																																																																							
Flux de trésorerie lié aux activités de financement	4 243 737	121 789	655 841																																																																							
Variation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	2 157 813	92 592	22 592																																																																							
Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture	460 930	368 338	345 745																																																																							
Incidences des variations des cours de devises	(603)	-	-																																																																							
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture	2 618 141	460 930	368 338																																																																							
B.8	Informations financières pro forma clés sélectionnées	Sans objet.																																																																								
B.9	Prévision ou estimation du bénéfice	Sans objet.																																																																								
B.10	Réserves sur les informations financières historiques	Sans objet.																																																																								



B.11	Fonds de roulement net	<p>A la date du Prospectus, la Société ne dispose pas d'un fonds de roulement net suffisant pour faire face à ses obligations et à ses besoins de trésorerie sur les douze prochains mois, la Société estimant pouvoir faire face à ses engagements pris jusqu'au 30 septembre 2015 mais pas au delà.</p> <p>La situation déficitaire historique du Groupe s'explique par le caractère innovant des produits développés impliquant ainsi une phase de recherche et de développement de plusieurs années.</p> <p>La trésorerie disponible au 30 avril 2015 (i.e., 1 397 K€) permettra à la Société de poursuivre ses activités jusqu'au mois de septembre 2015.</p> <p>Le montant nécessaire à la poursuite des activités de la Société au cours des 12 mois suivant la date du Prospectus est estimé à 4 350 K€. Ce montant intègre le paiement de la totalité des engagements dont la Société a connaissance à la date du Prospectus et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) des dépenses courantes liées à l'activité sur la période pour près de 3 300 K€ (notamment les dépenses liées aux efforts en matière de recherche et développement), (ii) des échéances de remboursement des avances remboursables OSEO et des emprunts bancaires de juillet 2015 à juin 2016 pour un total de 340 K€, et (iii) des frais incompressibles inhérents au projet d'introduction en bourse à la charge de la Société pour 950 K€ (dont 240 K€ payés au 30 avril 2015). <p>La préparation de l'introduction en bourse et le produit net de l'Offre, soit environ 10 millions d'euros (dans l'hypothèse d'une souscription en totalité de l'augmentation de capital et sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 8,30 euros), constitue la solution privilégiée par le Groupe pour financer la poursuite de ses activités nécessaires à son développement et faire face à l'insuffisance de son fonds de roulement net au cours des douze prochains mois suivant la date du Prospectus.</p> <p>En cas de limitation de l'offre à 75% du montant de l'émission initialement envisagée, soit à un montant net de 7,5 millions d'euros (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 8,30 euros), la Société pourra faire face à ses besoins de trésorerie durant les 12 prochains mois, à compter de la date du Prospectus.</p> <p>Il existe un risque que les futurs financements ne soient pas obtenus. Le cas échéant, cette éventualité constituerait une incertitude importante qui</p>
-------------	-------------------------------	---



		impacterait sérieusement la capacité du Groupe à continuer son exploitation à l'avenir. Dans cette hypothèse, la Société entend poursuivre sa recherche de financement y compris, le cas échéant, dans le cadre d'un placement privé.
--	--	---

Section C – Valeurs mobilières		
C.1	Nature, catégorie et numéro d'identification des actions offertes et/ou admises aux négociations	<p>Les titres de la Société dont l'admission aux négociations sur le marché réglementé d'Euronext à Paris est demandée sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – l'ensemble des actions composant le capital social, soit 3.765.850 actions de 0,02 euro de valeur nominale chacune, en ce compris 1.465.350 actions ordinaires, 1.113.900 actions de préférence de catégorie « P » et 1.186.600 actions de préférence « P1 » qui seront automatiquement converties en actions ordinaires, à raison d'une action ordinaire pour chaque action de préférence, concomitamment à la première cotation des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (les « Actions Existantes ») ; et – 1.384.615 actions nouvelles à émettre dans le cadre d'une augmentation de capital en numéraire par voie d'offre au public, pouvant être porté à un maximum de 1.592.307 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la clause d'extension (ensemble, les « Actions Nouvelles ») et à un maximum de 1.831.153 actions nouvelles en cas d'exercice intégral de la clause d'extension et de l'option de surallocation (les « Actions Nouvelles Supplémentaires » et avec les Actions Nouvelles, les « Actions Offertes »). <p>A la date de la première cotation des actions, les titres de la Société seront des actions ordinaires de la Société, toutes de même catégorie.</p> <p>Libellé pour les actions : à partir du 10 juillet 2015, les négociations interviendront sous le libellé « AMEBA ».</p> <p>Code ISIN : FR0011051598</p> <p>Mnémonique : AMEBA</p> <p>Compartiment : C</p>



		Secteur d'activité : 7211Z – Recherche – développement en biotechnologie ICB Classification : 1357 - Speciality Chemicals
C.2	Devise d'émission	Euro
C.3	Nombre d'actions émises / Valeur nominale des actions	Nombre d'actions émises : 1.384.615 actions pouvant être portées à un maximum de 1.592.307 actions en cas d'exercice intégral de la clause d'extension et à 1.831.153 actions en cas d'exercice intégral de la clause d'extension et de l'option de surallocation. Valeur nominale par action : 0,02 euro.
C.4	Droits attachés aux valeurs mobilières	En l'état actuel de la législation française et des statuts de la Société, les principaux droits attachés aux Actions Existantes et aux Actions Nouvelles sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> – droit à dividendes, – droit de vote, étant précisé que la mise en place de droits de vote double est expressément écartée par les statuts de la Société, – droit préférentiel de souscription de titres de même catégorie, et – droit de participation à tout excédent en cas de liquidation.
C.5	Restriction imposée à la libre négociabilité des valeurs mobilières	Aucune clause statutaire ne limite la libre négociabilité des actions composant le capital de la Société.
C.6	Existence d'une demande d'admission à la négociation sur un marché réglementé	L'admission de l'ensemble des actions de la Société est demandée sur le marché réglementé d'Euronext à Paris (Compartiment C). Les conditions de négociation de l'ensemble des actions seront fixées dans un avis d'Euronext qui devrait être diffusé le 7 juillet 2015, selon le calendrier indicatif. La première cotation des Actions Nouvelles et des Actions Existantes sur le marché réglementé d'Euronext à Paris devrait intervenir le 7 juillet 2015. A compter du 10 juillet 2015, les négociations des Actions Nouvelles et des Actions



		Existantes interviendront sur une ligne de cotation unique « AMEBA ». Ces négociations seront soumises à la condition suspensive de la délivrance du certificat du dépositaire relatif à l'émission des Actions Nouvelles.
C.7	Politique en matière de dividendes	Aucun dividende n'a été distribué au cours des 3 derniers exercices. Il n'est pas prévu d'initier à court terme une politique de versement de dividende compte tenu du stade de développement de la Société.

Section D – Risques		
D.1	Principaux risques propres à l'émetteur ou à son secteur d'activité	<p>Avant de prendre leur décision d'investissement, les investisseurs sont invités à prendre en considération les facteurs de risques suivants :</p> <p>Risques relatifs aux marchés sur lesquels intervient le Groupe : risques liés à des technologies concurrentes, existantes ou en cours de développement, risques liés à la taille très significative des concurrents du Groupe qui pourraient rapidement développer une technologie alternative.</p> <p>Risques liés à l'activité du Groupe, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>au déploiement commercial du Groupe</i> : incertitudes quant à l'obtention par le Groupe des autorisations requises préalablement à la commercialisation de produits biocides sur un marché, risques de dépendance du Groupe vis-à-vis du seul produit qu'il développe, incertitudes quant à l'adhésion des industriels et des traitants d'eau aux produits du Groupe, incertitudes quant au développement de la couverture territoriale du Groupe au rythme et conditions envisagés, incertitudes quant au développement et à l'animation d'un réseau de distributeurs suffisant et nécessaire en adéquation avec les conditions d'expansion envisagées par le Groupe. - <i>au processus de fabrication des produits du Groupe</i> : incertitudes quant à l'approvisionnement du Groupe en matières premières, risques de dépendance du Groupe vis-à-vis de sous-traitants auprès desquels il externalise la fabrication de ses produits. <p>Risques liés à l'organisation du Groupe : incertitude quant à la capacité du Groupe à conserver ses collaborateurs clés et à attirer de nouveaux collaborateurs qualifiés au rythme souhaité ; risques liés à la gestion de la</p>



		<p>croissance du Groupe et à la réalisation d'opérations de croissance externe.</p> <p>Risques juridiques, et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>à la propriété intellectuelle</i> : incertitudes quant à la protection conférée au Groupe par ses brevets et autres droits de propriété intellectuelle, risques liés à la remise en cause du contrat de licence de brevets dont bénéficie le Groupe, incertitudes quant à l'absence de violation de droits de propriété intellectuelle tant par le Groupe que contre lui. - <i>à la réglementation applicable aux produits développés par le Groupe et à son évolution possible.</i> - <i>aux autorisations réglementaires.</i> - <i>aux stocks.</i> <p>Risques industriels et notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>à l'outil industriel du Groupe</i> : incertitudes quant au respect du calendrier de lancement du site de production construit par le Groupe, incertitudes quant à l'optimisation par le Groupe du processus de fabrication de son biocide biologique, risques que la quantité à la disposition du Groupe d'amibe <i>Willaertia magna C2c Maky</i> nécessaire à la production de son biocide biologique ne soit pas suffisante. - <i>à la mise en jeu de la responsabilité du Groupe du fait de ses produits.</i> <p>Risques financiers : risques liés aux pertes historiques de la Société, risque de crédit, risques de liquidité et de mise en œuvre de nantissements, incertitudes quant à l'accès futur au crédit d'impôt recherche et aux avances publiques, incertitudes quant à l'utilisation future des déficits fiscaux reportables, risques de dilution, risques de change.</p>
D.3	Principaux risques propres aux actions émises	<p>Les risques liés à l'Offre (tel que ce terme est défini ci-après) comprennent notamment le fait que :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les actions de la Société n'ont jamais été négociées sur un marché financier et sont soumises aux fluctuations de marché. En outre, un marché liquide pourrait ne pas se développer ou perdurer ; – le prix de marché des actions de la Société est susceptible d'être affecté par une volatilité importante ; – la cession par les principaux actionnaires d'un nombre important



		<p>d'actions à l'issue de la période de conservation à laquelle ils se sont engagés pourrait avoir un impact défavorable sur le prix de marché des actions de la Société ;</p> <ul style="list-style-type: none"> – la non signature ou la résiliation du Contrat de Garantie (tel que ce terme est défini ci-après) entraînerait l'annulation de l'Offre ; – l'insuffisance des souscriptions (moins de 75% du montant de l'émission initialement envisagée, calculé sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre) pourrait entraîner l'annulation de l'Offre ; – les actionnaires pourraient voir leur participation dans le capital social de la Société diluée, y compris s'ils ne souscrivaient pas d'actions dans le cadre de leur délai de priorité ; et – la Société n'entend pas adopter à court terme une politique de versement de dividende compte tenu de son stade de développement.
--	--	---

Section E – Offre		
E.1	Montant total du produit de l'Offre et estimation des dépenses totales liées à l'Offre	<p><u>Emission des Actions Nouvelles</u></p> <p><i>Produit brut de l'émission des Actions Nouvelles</i></p> <p>A titre indicatif, environ 13,50 millions d'euros, pouvant être portés à environ 15,52 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la clause d'extension et à environ 17,85 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la clause d'extension et de l'option de surallocation (sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,75 euros).</p> <p>A titre indicatif, environ 8,6 millions d'euros en cas de limitation de l'offre à 75% du montant de l'émission initialement envisagée (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 8,30 euros).</p> <p><i>Produit net estimé de l'émission des Actions Nouvelles</i></p> <p>A titre indicatif, environ 11,74 millions d'euros, pouvant être porté à environ 13,51 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la clause d'extension et à environ 15,53 millions d'euros en cas d'exercice intégral de la clause d'extension et de l'option de surallocation (sur la base d'un prix se situant au point médian</p>



		<p>de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,75 euros).</p> <p>A titre indicatif, environ 7,5 millions d'euros en cas de limitation de l'offre à 75% du montant de l'émission initialement envisagée (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 8,30 euros).</p> <p>Les dépenses liées à l'Offre à la charge de la Société sont estimées à environ 1,75 million d'euros, en l'absence d'exercice de la clause d'extension et de l'option de surallocation (sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,75 euros).</p>
E.2a	Raisons de l'Offre et utilisation prévue du produit de l'émission des Actions Nouvelles	<p>L'émission par la Société des Actions Nouvelles dont l'admission est demandée est destinée à contribuer :</p> <ul style="list-style-type: none"> – pour 55% au financement de son exploitation courante, à son développement commercial et ses efforts de R&D (soit 35% en Europe et 20% en Amérique du Nord) ; – pour 45% au financement de ses lignes de production <p>En cas de limitation de l'opération à 75% (sur la base de la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 8,30 euros), la Société reverra ses priorités sur l'utilisation de ses fonds avec la possibilité de réduire certains frais d'exploitation et notamment décaler certains programmes R&D tout en maintenant ses objectifs sur l'Europe et l'Amérique du Nord. Par ailleurs, compte tenu de son approche industrielle basée sur des lignes de production autonomes, la Société pourra reporter temporairement la mise en place d'une ligne de production en cas de nécessité.</p>
E.3	Modalités et conditions de l'Offre	<p><i>Nature et nombre des titres dont l'admission est demandée</i></p> <p>Les titres de la Société dont l'admission est demandée sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> – les 3.765.850 Actions Existantes ; et – un maximum de 1.384.615 Actions Nouvelles. <p><i>Clause d'Extension</i></p> <p>En fonction de l'importance de la demande, la Société pourra, en accord avec les Garants, augmenter le nombre initial d'Actions Nouvelles de 15 %, soit un maximum de 207.692 actions nouvelles (la « Clause d'Extension »).</p>



	<p>Option de Surallocation</p> <p>La Société consentira aux Garants une option de surallocation par laquelle elle s'engage à émettre, s'ils le lui demandent, un maximum de 238.846 actions nouvelles (les « Actions Nouvelles Supplémentaires »), dans la limite globale de 15 % des Actions Nouvelles après exercice éventuel de la Clause d'Extension (l'« Option de Surallocation »).</p> <p>L'Option de Surallocation sera exerçable par les Garants du 7 juillet au 6 août 2015.</p> <p>Structure de l'Offre</p> <p>La diffusion des Actions Offertes sera réalisée dans le cadre d'une offre globale (l'« Offre »), comprenant :</p> <ul style="list-style-type: none"> – une offre au public en France réalisée sous la forme d'une offre à prix ouvert, principalement destinée aux personnes physiques (l'« Offre à Prix Ouvert » ou l'« OPO »), étant précisé que : <ul style="list-style-type: none"> – les ordres seront décomposés en fonction du nombre de titres demandés : fraction d'ordre A1 (de 10 actions jusqu'à 100 actions incluses) et fraction d'ordre A2 (au-delà de 100 actions), – les fractions d'ordre A1 bénéficieront d'un traitement préférentiel par rapport aux fractions d'ordre A2 dans le cas où tous les ordres ne pourraient pas être entièrement satisfaits, – un placement global principalement destiné aux investisseurs institutionnels en France et dans certains pays (à l'exception notamment des États-Unis d'Amérique) (le « Placement Global »). <p>Si la demande exprimée dans le cadre de l'OPO le permet, le nombre d'actions offertes allouées en réponse aux ordres émis dans le cadre de l'OPO sera au moins égal à 10 % des Actions Nouvelles (avant exercice éventuel de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation). Si la demande dans le cadre de l'OPO est inférieure à 10 % des Actions Nouvelles, le solde non alloué dans le cadre de l'OPO sera offert dans le cadre du Placement Global.</p> <p>Révocation des ordres</p> <p>Les ordres de souscriptions passés par internet dans le cadre de l'OPO seront révocables, par internet, jusqu'à la clôture de l'OPO (le 6 juillet 2015 à 20h00). Il</p>
--	--



	<p>appartient aux investisseurs de se rapprocher de leur intermédiaire financier afin de vérifier, d'une part, les modalités de révocation des ordres passés par internet et, d'autre part, si les ordres transmis par d'autres canaux sont révocables et dans quelles conditions.</p> <p>Fourchette indicative de prix</p> <p>Le prix des actions offertes dans le cadre de l'OPO sera égal au prix des actions offertes dans le cadre du Placement Global (le « Prix de l'Offre »).</p> <p>La fourchette indicative de prix est comprise entre 8,30 et 11,20 euros par action.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être fixé en dehors de cette fourchette.</p> <p>En cas de modification à la hausse de la borne supérieure de la fourchette ou en cas de fixation du Prix de l'Offre au-dessus de la borne supérieure de la fourchette (initiale ou, le cas échéant, modifiée), la date de clôture de l'OPO sera fixée de telle sorte qu'il s'écoule au moins deux jours de bourse entre la date de diffusion du communiqué de presse informant de cette modification et la nouvelle date de clôture de l'OPO. Les ordres émis dans le cadre de l'OPO avant la diffusion du communiqué de presse susvisé seront maintenus sauf s'ils ont été expressément révoqués avant la nouvelle date de clôture de l'OPO incluse.</p> <p>Le Prix de l'Offre pourra être librement fixé en dessous de la borne inférieure de la fourchette indicative de prix (en l'absence d'impact significatif sur les autres caractéristiques de l'Offre).</p> <p>Méthodes de fixation du Prix de l'Offre</p> <p>Le Prix de l'Offre sera fixé le 7 juillet 2015 selon le calendrier indicatif. Il résultera de la confrontation de l'offre des actions dans le cadre du Placement Global et des demandes émises par les investisseurs, selon la technique dite de « construction du livre d'ordres » telle que développée par les usages professionnels.</p> <p>Date de jouissance</p> <p>Jouissance courante.</p> <p>Engagements de souscriptions</p> <p>Certains actionnaires de la Société (à savoir le FCPI Auriga IV Bioseeds, les fonds</p>
--	---



	<p>gérés par Siparex Proximité Innovation, CM-CIC et Groupe Rhône-Alpes Création, les sociétés Eurekap I, Helea Financière et Evolem 3, Madame Bénédicte Dancer et Messieurs Mehmet Topaloglu, Guy Rigaud, Christian Lameloise et Jacques Dancer) et la société Myropola (une société holding affiliée au groupe français Gattefossé) se sont engagés à placer un ordre de souscription en numéraire pour un montant total de 3.749.465 euros, représentant environ 27.80% du montant brut de l'Offre (hors exercice de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation, sur la base d'un prix se situant au point médian de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, soit 9,75 euros). Ces ordres ont vocation à être servis en priorité et intégralement, étant précisé qu'ils pourraient néanmoins être réduits dans le respect des principes d'allocation usuels (principalement dans l'hypothèse où les souscriptions recueillies dans le cadre de l'Offre seraient très supérieures au nombre des Actions Offertes).</p> <p>Aucune autre personne n'a l'intention, à la connaissance de la Société, de passer un ordre de souscription de plus de 5 %.</p> <p>Garantie</p> <p>L'Offre fera l'objet d'un contrat de placement et garantie (le « Contrat de Garantie ») conclu entre la Société et Bryan, Garnier & Co et Portzamparc Société de Bourse, respectivement, en qualité de (i) coordinateur global, chef de file et teneur de livre associé et (ii) chef de file et teneur de livre associé (les « Chefs de File et Teneurs de Livre Associés » ou les « Garants »), agissant non solidairement entre eux.</p> <p>La signature du Contrat de Garantie devrait intervenir le jour de la fixation du Prix de l'Offre (soit selon le calendrier indicatif le 7 juillet 2015).</p> <p>Le Contrat de Garantie pourra être résilié par les Chefs de File et Teneurs de Livre Associés jusqu'à (et y compris) la date de règlement-livraison de l'Offre, sous certaines conditions et dans certaines circonstances, notamment en cas de survenance d'événements majeurs (tels que, notamment, événement d'ordre politique, financier, économique, bancaire ou monétaire, acte de guerre ou de terrorisme, action ou conflit militaire) ayant ou étant susceptibles d'avoir un effet qui rendrait impossible ou compromettrait, ou pourrait compromettre, sérieusement l'opération. Cette garantie ne constitue pas une garantie de bonne fin au sens de l'article L. 225-145 du code de commerce.</p>
--	--



	<p>Stabilisation</p> <p>Des opérations en vue de stabiliser ou soutenir le prix de marché des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris pourront être réalisées du 7 juillet au 6 août 2015 (inclus) par Bryan, Garnier & Co agissant en qualité d'agent stabilisateur au nom et pour le compte des Garants.</p> <p>Calendrier indicatif de l'opération</p> <p>23 juin 2015</p> <ul style="list-style-type: none">- Visa de l'AMF sur le Prospectus <p>24 juin 2015</p> <ul style="list-style-type: none">- Diffusion du communiqué de presse annonçant l'Offre- Avis d'Euronext relatif à l'ouverture de l'OPO- Ouverture de l'OPO et du Placement Global <p>6 juillet 2015</p> <ul style="list-style-type: none">- Clôture de l'OPO à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour celles par Internet <p>7 juillet 2015</p> <ul style="list-style-type: none">- Clôture du Placement Global à 12 heures (heure de Paris)- Fixation du Prix de l'Offre et exercice éventuel de la Clause d'Extension- Signature du Contrat de Garantie- Diffusion du communiqué de presse indiquant le Prix de l'Offre, le nombre définitif d'Actions Offertes et le résultat de l'Offre- Avis d'Euronext relatif au résultat de l'Offre- Début de la période de stabilisation éventuelle <p>9 juillet 2015</p> <ul style="list-style-type: none">- Règlement-livraison de l'OPO et du Placement Global <p>10 juillet 2015</p> <ul style="list-style-type: none">- Début des négociations des actions de la Société sur le marché réglementé d'Euronext à Paris
--	---



		<p>6 août 2015</p> <ul style="list-style-type: none"> - Date limite d'exercice de l'Option de Surallocation - Fin de la période de stabilisation éventuelle <p>Modalités de souscription</p> <p>Les personnes désirant participer à l'OPO devront déposer leurs ordres auprès d'un intermédiaire financier habilité en France, au plus tard le 6 juillet 2015 à 17 heures (heure de Paris) pour les souscriptions aux guichets et à 20 heures (heure de Paris) pour les souscriptions par Internet.</p> <p>Pour être pris en compte, les ordres émis dans le cadre du Placement Global devront être reçus par l'un des Garants au plus tard le 7 juillet 2015 à 12 heures (heure de Paris).</p> <p>Établissements financiers introducteurs</p> <p>Coordinateur Global, Chef de File et Teneur de Livre Associé</p> <p>Bryan, Garnier & Co</p> <p>Chef de File et Teneur de Livre Associé</p> <p>Portzamparc Société de Bourse</p>
E.4	Intérêt, y compris intérêt conflictuel, pouvant influencer sensiblement sur l'Offre	<p>Les Garants et/ou certains de leurs affiliés ont rendu et/ou pourront rendre dans le futur, divers services bancaires, financiers, d'investissements, commerciaux et autres à la Société, ses affiliés ou actionnaires ou à ses mandataires sociaux, dans le cadre desquels ils ont reçu ou pourront recevoir une rémunération.</p>
E.5	Nom de la Société émettrice et conventions de blocage	<p>Société émettrice</p> <p>Amoéba</p> <p>Engagement d'abstention de la Société</p> <p>A compter de la date de signature du Contrat de Garantie et pendant 180 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison, sous réserve de certaines exceptions usuelles.</p> <p>Engagement de conservation de l'ensemble des dirigeants, salariés et consultants à la date du Prospectus</p>



		<p>A compter de la date du Prospectus et jusqu'à 360 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société, pour 100% de leurs actions, sous réserve de certaines exceptions usuelles ; étant précisé que cet engagement porte sur l'ensemble des actions de la Société qu'ils détiennent au jour de l'introduction en bourse ainsi que celles qu'ils viendraient à détenir, le cas échéant, dans le cadre de ou postérieurement à ladite introduction.</p> <p><i>Engagement de conservation de l'ensemble des actionnaires financiers de la Société à la date du Prospectus</i></p> <p>A compter de la date du Prospectus et jusqu'à 360 jours calendaires suivant la date de règlement-livraison des actions de la Société, pour 100% de leurs actions, sous réserve de certaines exceptions usuelles ; étant précisé que cet engagement porte sur l'ensemble des actions de la Société qu'ils détiennent au jour de l'introduction en bourse (mais non celles qu'ils viendraient à détenir, le cas échéant, dans le cadre de ou postérieurement à l'introduction en bourse).</p>												
E.6	Montant et pourcentage de la dilution résultant immédiatement de l'Offre	<p><i>Impact de l'émission d'actions nouvelles sur les capitaux propres de la Société</i></p> <p>Sur la base des capitaux propres consolidés du Groupe, du nombre total d'actions composant le capital de la Société au 31 décembre 2014⁽¹⁾ et d'un prix égal à la borne inférieure de la fourchette indicative du Prix de l'Offre, les capitaux propres par action, avant et après réalisation de l'Offre, s'établiraient comme suit (après imputation des frais juridiques et administratifs et de la rémunération globale des intermédiaires financiers (hors incidence des éventuelles économies d'impôts)) :</p> <table> <tr> <th></th><th colspan="2">Quote-part des capitaux propres au 31 décembre 2014⁽¹⁾</th></tr> <tr> <th>(en euros par action)</th><th>Base non diluée</th><th>Base diluée⁽²⁾</th></tr> <tr> <td>Avant émission des Actions Nouvelles</td><td>0,743</td><td>0,924</td></tr> <tr> <td>Après émission de 1.384.615 Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension)</td><td>2,485</td><td>2,450</td></tr> </table>		Quote-part des capitaux propres au 31 décembre 2014 ⁽¹⁾		(en euros par action)	Base non diluée	Base diluée ⁽²⁾	Avant émission des Actions Nouvelles	0,743	0,924	Après émission de 1.384.615 Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension)	2,485	2,450
	Quote-part des capitaux propres au 31 décembre 2014 ⁽¹⁾													
(en euros par action)	Base non diluée	Base diluée ⁽²⁾												
Avant émission des Actions Nouvelles	0,743	0,924												
Après émission de 1.384.615 Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension)	2,485	2,450												



		Après émission de 1.592.307 Actions Nouvelles (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension)	2,668	2,617
		Après émission de 1.831.153 Actions Nouvelles et Actions Nouvelles Supplémentaires (en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation)	2,863	2,796
		Après émission de 1.038.461 Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension (en cas de limitation à 75% de l'Offre)	2,143	2,142
		<p>(1) En tenant compte de la division de la valeur nominale des actions de la Société par 50 (et de la multiplication corrélative du nombre d'actions composant le capital social par 50) décidée par l'assemblée générale mixte des actionnaires en date du 7 avril 2015.</p> <p>(2) En tenant compte des 150 BSA et des 11.130 BSPCE émis et attribués par la Société, exerçables ou non, donnant respectivement droit à la souscription de 7.500 et 556.500 actions nouvelles.</p>		



Montant et pourcentage de la dilution résultant de l'émission des Actions Nouvelles

L'incidence de l'Offre sur la participation dans le capital de la Société d'un actionnaire qui détiendrait à la date du Prospectus 1 % du capital social de la Société et ne souscrivant pas à celle-ci (calculs effectués sur la base du nombre d'actions composant le capital de la Société à la date du Prospectus⁽¹⁾) serait la suivante :

	Participation de l'actionnaire en %	
	Base non diluée	Base diluée ⁽²⁾
Avant émission des Actions Nouvelles	1,00%	0,870%
Après émission de 1.384.615 Actions Nouvelles hors exercice de la Clause d'Extension	0,731	0,659%
Après émission de 1.592.307 Actions Nouvelles en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension	0,703%	0,636%
Après émission de 1.831.153 Actions Nouvelles et Actions Nouvelles Supplémentaires en cas d'exercice intégral de la Clause d'Extension et de l'Option de Surallocation	0,673%	0,611%
Après émission de 1.038.461 Actions Nouvelles (hors exercice de la Clause d'Extension (en cas de limitation à 75% de l'Offre)	0,784%	0,701%

(1) En tenant compte de la division de la valeur nominale des actions de la Société par 50 (et de la multiplication corrélative du nombre d'actions composant le capital social par 50) décidée par l'assemblée générale mixte des actionnaires en date du 7 avril 2015.

(2) En tenant compte des 150 BSA et des 11.130 BSPCE émis et attribués par la Société, exerçables ou non, donnant respectivement droit à la souscription de 7.500 et 556.500 actions nouvelles.

Ne pas diffuser, directement ou indirectement, aux Etats-Unis, en Afrique du Sud, au Canada, en Australie ou au Japon.



E.7	Dépenses facturées à l'investisseur par l'émetteur	Sans objet.
------------	---	-------------

38, avenue des Frères Montgolfier
69 680 Chassieu - FRANCE
+33 (0) 426 691 600
contact@amoeba-biocide.com
www.amoeba-biocide.com

SA à Directoire et Conseil de Surveillance
Capital de 75 317€ - RCS LYON 523 877 215

A large, stylized blue wave graphic that curves from the bottom left towards the right, ending above the company name.

amoeba-biocide.com